L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 1er FEVRIER 1890. 63me Année

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 73 rue de Chartres.

Buteur de Bonnet,
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI, 1er FEVRIER 1890.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On n'abonne aussi à la semaine, avec les parcs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$3 00

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$2 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞ Pour les petites annonces de Demandes Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

VENTES DE CE JOUR.

Bourse des Encanteurs.

PAR SPEAR & ESCOFFIER—Lots de terre, avec bâtisses et améliorations, dans le Troisième District.

PAR B. ONORATO—Maisons désirables dans les Premier et Deuxième Districts. La moitié indivise d'un intérêt dans l'établissement de bains Washington situé au Fort Espagnol.

PAR LE SHÉRIF—Un lot de terre, avec bâtisses et améliorations, dans le Premier District, et une réhypothécation contre la Mechanics Homestead Association.

La situation en Espagne.

L'ATTITUDE DES RÉPUBLICAINS. — RÉFLEXIONS DU "TEMPS" DU 18 JANVIER.

Les inquiétudes causées par la maladie du petit roi d'Espagne commencent à se dissiper. La politique va reparaître. En face du danger d'un enfant et de la douleur d'une mère, elle avait fait trêve pour plusieurs raisons, mélange de sentiment et d'habileté qui vaut un peu d'analyses.

Sans parler des républicains comme Castelar, décidés à attendre du seul fonctionnement des institutions parlementaires la réalisation de leur idéal, les autres chefs républicains, qu'on pourrait nommer les républicains d'action, n'ont fait aucun appel au peuple, lancé aucun mot d'ordre. Les mouvements dont on a parlé et auxquels on a répandu du mal de détails aventureux ont été tout juste une agitation latente, et il n'est pas prouvé que la petite bande qui avait pris la campagne aux environs de Jaen eût aucun caractère républicain en particulier.

Le parti démocratique républicain—chefs et comités—a compris que le moment eût été aussi mal choisi que possible d'un soulèvement contre un enfant mourant et une femme désolée. Il n'a, d'ailleurs, pas eu besoin d'en délibérer; il a simplement suivi l'inspiration de cette générosité naïve à la race. De même le mot qu'on prête à don Carlos, interrogé sur ses intentions : "Je ne ferai rien en ce moment. Le dernier mot est à la Providence," était un autre écho de la voix populaire.

Les gouvernements dont le métier est de tout prévoir prennent leurs mesures comme si les sentiments n'influaient jamais sur la politique. Les mesures à tout événement ordonnées par M. Sagasta comportaient un luxe de précautions et de prohibitions qui n'ont fait qu'augmenter les craintes, dans les provinces surtout où l'on ne pouvait suivre heure par heure, comme à Madrid, les alternatives d'appréhension et d'espoir. Pendant près de quarante heures, les journaux les plus importants à Saint-Sébastien, Bilbao, Valladolid, Saragosse, Barcelone, Cadix, Carthagène, n'ont pu recevoir aucun télégramme. Les journaux sont ou républicains ou libéraux très avancés. On craignait à la Gobernacion que les télégrammes de mauvaises nouvelles ne fissent pour les républicains un avertissement de se préparer à "se prononcer."

Cette sollicitude de la censure a été étendue aux correspondants étrangers. Sans parler des difficultés qui en sont résultés pour leur travail, la prohibition a eu cet autre résultat que l'on n'avait pas prévu. Le silence imposé du télégraphe a fait croire à un malheur à Paris, à Berlin, à Londres la nouvelle de la mort du petit roi a été publiée et même reproduite par le *Hofbericht* à Berlin et à Vienne. Il faut espérer que cette malencontreuse expérience mettra fin à cet expédient de la censure des télégrammes qui nuit surtout à ceux qui l'emploient.

Les mesures militaires et de police ont été plus sérieuses, encore que l'événement ait prouvé qu'elles étaient superflues. Les troupes et la plupart des officiers ont été consignés dans les casernes, la police et la gendarmerie mises sur pied, et toute personne suspecte a été surveillée par les agents de la sûreté. La presse encore reçut l'avertissement officieux de ne pas s'aventurer trop loin parmi les considérations politiques, sans quoi elle risquerait d'avoir affaire au parquet.

Pour une ou deux manifestations isolées que ces précautions timorées ont peut-être prévenues, il y a eu bien des craintes et même bien des bruits absurdes répandus. Mêmes les premières nouvelles sûres de l'amélioration de la santé du roi n'y ont rien fait.